

Chapitre 9 – L'économie sociale et solidaire, clé pour l'avenir du Québec

Yvon Poirier

Extrait de la Table des matières préliminaire : Une restructuration de nombre d'entreprises en faveur d'une approche coopérative est à décrire pour tenir compte des enjeux touchant le travail et une valorisation de l'activité socio-économique qui ne vise pas le profit et la consommation avant toute chose. Ce n'est plus l'acceptation d'une lente progression de l'économie sociale, mais un accès à la maturité de cette approche, en retournant, peut-être et jusqu'à un certain point, à certaines applications du passé. De nombreux exemples venant d'entreprises et de coopératives s'intègrent dans un portrait plus global où ils représentent le modèle plutôt que l'exception. L'entreprise privée est maintenue, mais taille sa place sans qu'elle ne soit la cible prioritaire des soutiens de l'État et de la société.

Introduction

Contrairement à la logique dominante, qui repose sur la rentabilité du capital, la logique solidaire dépend, comme le nom le dit, sur la solidarité entre les humains. Pour les fins du présent chapitre, nous utiliserons le concept *d'économie sociale* comme désignant les activités de production ou de services organisées sous forme collective, habituellement sous la forme légale de coopérative ou d'organisme à but non-lucratif (OBNL). Nous utiliserons l'expression « économie solidaire » ou encore « économie sociale solidaire » au sens d'un projet de société global, voire même une alternative au modèle de développement actuel. Ce n'est plus l'acceptation d'une lente progression de l'économie sociale, mais un accès à la maturité de cette approche, en retournant, peut-être et jusqu'à un certain point, à certaines applications du passé.

Bien que la solidarité soit une caractéristique humaine fondamentale, en général dans la famille, dépasser l'échelle de la famille et des voisins proches nécessite une organisation. Le Québec dispose déjà de réseaux et des organisations qui peuvent être des pierres d'assise pour initier cette phase de construire une économie solidaire, nécessairement écologique. Au niveau national, l'économie sociale est regroupée dans deux grandes structures (avec des structures sectorielles et régionales). Il s'agit du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM) et du Chantier de l'économie sociale. La construction d'une économie plus solidaire et dépassant de loin l'envergure acquise par ces deux organisations a besoin d'une économie sociale forte, car les activités dans ce secteur reposent avant tout sur la propriété collective et des membres qui se mettent ensemble pour entreprendre des activités économiques plutôt que de compter sur le rendement du capital.

Les Centres locaux de développement (CLD), les Corporations de développement économique communautaire (CDÉC), les Corporations de développement communautaire (CDC), les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) sont actifs depuis 15-20 ans et la plupart ont des comportements responsables concernant l'économie locale et l'écologie. De plus, il y a l'ensemble des organismes sociaux qui œuvrent dans le domaine de la santé, dans l'éducation populaire, dans l'alphabétisation ainsi que des comités de citoyens un peu partout dans la province, tout comme les conseils régionaux de l'environnement. Le réseau Centraide se préoccupe également de construire une économie plus solidaire.

Un facteur essentiel : le territoire

En général, l'ensemble de l'activité humaine est concentré sur un territoire relativement restreint que l'on peut appeler le milieu de vie. Pour l'essentiel, il s'agit d'un rayon de 30-40 km. Cette notion est évidente dans les petites villes, moins dans les grands centres. C'est nécessairement sur un tel territoire que la solidarité s'exerce : l'ensemble des secteurs, dont l'alimentation, le logement, le transport et les biens et services, sont tous présents à l'échelle du local.

C'est à ce niveau que l'ensemble peut, voire doit, être vu comme un tout. Il est en effet impossible d'effectuer des changements dans un secteur sans agir sur l'ensemble. Par exemple, tant qu'on s'alimentera principalement des grandes surfaces qui font voyager des produits sur des milliers de kilomètres, il ne sera pas facile de diminuer le transport par camion sur de longues distances.

La définition suivante du territoire est riche et permet de concevoir autrement l'organisation de nos sociétés, du bas vers le haut et non pas l'inverse. Pour nous, le territoire est un système d'action à base géographique où s'organisent des relations sociales, culturelles, économiques, politique (1) entre des habitants qui partagent des patrimoines, un vécu et les destinées d'un même espace hérité et en devenir : natifs, adoptifs, migrants, visiteurs, (2) entre des organisations aux fonctionnalités multiples : entreprises, collectivités, états, réseaux d'entraide, filières, (3) entre ces personnes et ces organisations avec un environnement biogéographique donné et (4) entre toutes ces composantes et des ensembles plus vastes « macro » ou plus petit « micro ».

Ces relations territoriales - dont les bases "locales" peuvent être différentes selon la nature de la relation interpersonnelle considérée - sont nécessairement ouvertes sur l'extérieur. Dans le monde d'aujourd'hui, les interdépendances se sont multipliées. La résolution de problèmes aussi concrets que l'habitat, l'alimentation, l'aménagement, l'habitation, les infrastructures, les services, l'emploi, la formation, l'usage raisonné des ressources naturelles et la répartition des moyens disponibles doivent tenir compte des contraintes et des atouts d'une production et d'une distribution des biens et des services mondialisées. Elle doit tenir compte des insuffisances actuelles de la gouvernance internationale et des nouvelles articulations et formes d'organisation (institutionnelles, économiques, sociales, mais aussi transversales, financières, fiscales, techniques) que la gouvernance territoriale doit créer¹.

Avec une telle vision, et avec ce que nous avons déjà comme organisations diverses, il est essentiel que dans chacune de nos régions, locales et régionales, en relation avec les organisations nationales, se tissent des liens avec l'ensemble des acteurs d'un même territoire, entre producteurs et consommateurs, entre citoyens du quartier, entre l'ensemble des composantes des communautés. Deux exemples illustrent un tel tissage. La Conserverie du quartier est une petite entreprise familiale née avec l'aide du Fonds d'emprunt Québec (crédit communautaire) qui s'est maintenue et développée entre autres par son implication dans les organisations communautaires. De même, la brasserie coopérative La Barberie réussit également parce qu'insérée délibérément dans le réseautage communautaire local. À plus grande échelle, le site Économie sociale Québec

¹ Propos tirés d'un atelier animé par les Pactes Locaux en 3 langues, présentée à Tokyo, Asian Alliance for Solidarity Economy, novembre 2009.

que le Chantier a mise en place constitue une plateforme permettant aux entreprises d'économie sociale et aux organisations de connaître les produits disponibles.²

Retour sur le passé pour arriver au présent et tendre vers l'avenir

Afin d'imaginer une autre manière de vivre, il est utile de faire un bref retour en arrière sur un passé somme toute assez récent. Il n'est pas question d'idéaliser le passé et de préconiser un retour en arrière. Néanmoins, il est utile de savoir que l'hyperconsommation et l'individualisme sont des phénomènes assez récents dans notre société et que l'on doit reconnaître comme épiphénomènes.

En effet, avant 1950, la majorité des Québécois vivaient en proximité, et afin de s'entre-aider, des solidarités se consolidaient dans chaque ville et village, notamment par le biais de coopératives. Par la suite, la société s'est « modernisée » à bien des égards, à la fois par des progrès fulgurants dans des secteurs comme la santé et l'éducation, mais également par le biais d'une société de consommation ayant pour objectif le bungalow, l'automobile, les voyages et un nombre important d'objets matériels : les citoyens sont devenus avant tout des consommateurs. Les médias de masse ont contribué à transformer les valeurs traditionnelles en cet idéal.

Cependant, assez rapidement, dès les années 70, des fractures sont apparues. Il y avait du chômage en augmentation, entre autres dans les quartiers des centres-ville, et il y avait même des régions complètes dévitalisées. Aussitôt, de nombreuses organisations et des citoyens ont organisé des protestations comme Opération dignité dans le Bas de Fleuve et de nouvelles entreprises coopératives ou OBN sont apparus, avec l'appui et l'animation d'organismes de développement. Le Sommet socio-économique de 1996 aura donné une impulsion à cette dynamique, notamment en intégrant l'économie sociale dans la stratégie de développement de la société.

Pendant ce temps, la globalisation néolibérale poursuivait dans la voie d'une accélération d'un productivisme ayant pour seul but l'accroissement du capital, et ce jusqu'à provoquer de multiples crises. La crise de 2008 aura été à la fois une crise économique standard (diminution du PIB, récession et chômage), mais également financière par le biais de l'effondrement des banques en quasi faillite et la mise à jour d'obligations « toxiques ». Elle était également alimentaire, entraînant des soulèvements populaires dans bien des pays. Et comme la croissance des dernières années est le résultat d'un surendettement des ménages et des pays, la situation semble être sans issue si l'on est pour poursuivre dans la même voie, suivant le même modèle.

Un système économique qui n'est pas organisé d'abord pour la satisfaction des besoins et l'effondrement des écosystèmes à l'échelle planétaire amènent de nombreuses organisations à prendre le chemin de la mise en place d'une nouvelle économie en développant dans chaque territoire un esprit du bien commun. Chaque composante de la société doit collaborer afin d'améliorer la vie commune, en réduisant l'individualisme qui s'éclate de lui-même.

Un Québec social qui confronte l'effondrement

² *Forum de discussion international entre acteurs de l'économie sociale et solidaire, 2009.*
<http://economiesocialequebec.ca/>

Nos sociétés peuvent organiser autrement la question des emplois et des revenus et un ensemble d'enjeux sociétaux, de manière compatible avec la biosphère et répondant aux besoins. Comme le montre Elinor Ostrom, récipiendaire du Prix Nobel d'économie de 2009, la communauté est souvent plus efficace pour gérer le bien commun que l'État et le secteur privé. Il en sera ainsi pour des grands pans d'activités de la société.

Dans les sections suivantes, on explore un ensemble de pratiques qui organisent les activités économiques et sociales différemment. On ne peut imputer à l'organisation des seules activités économiques la résolution des problèmes qui sévissent et il va de soi que le rôle de l'État et des grandes institutions demeure majeur : la redistribution d'une richesse qui est en partie une illusion et qui risque de diminuer pour ce qui ne l'est pas; une taxation juste et équitable comme moyen d'effectuer cette redistribution; la fourniture de services publics en soutien à la santé et l'éducation; l'application d'incitatifs et de mesures coercitives, voire même de pratiques exemplaires, pour un ensemble d'objectifs.

1 - Alimentation

La réponse au besoin de base que constitue l'alimentation a été accaparée les grandes multinationales d'agrochimie et par les grandes chaînes d'alimentation. En réaction à ce type d'approche à l'agro-alimentaire, accompagné par les grandes chaînes de restaurant-minute et de prêt-à-manger, un mouvement, un peu partout sur la planète, développe une approche alternative, voire opposée, mettant un accent sur la qualité de la nourriture et la sauvegarde des terres appauvries par l'agriculture industrielle. Dans ce contexte, l'agriculture biologique progresse partout et le développement de circuits courts, par région, est la voie la plus prometteuse.

Le Québec dispose de suffisamment de territoire agricole, s'il reconnaît qu'il doit se nourrir en grande partie d'aliments qui peuvent être produits sur ce territoire, en fonction de son climat. Il y a des terres agricoles dans toutes les régions, suffisantes pour alimenter les populations régionales. Le local est fondamental et cela s'accompagne d'une taille des fermes adaptée aux personnes qui travaillent la terre sans une machinerie et des intrants qui lient la production au pétrole. La culture comporte désormais beaucoup plus d'activité physique, celle qui est nécessaire pour fournir ce que le pétrole bon marché a permis pendant des décennies; en même temps, il y a des avancés importants pour ce qui est des équipements, beaucoup plus performants qu'autrefois, et qui augmentent la productivité de ce travail manuel.

Une des pratiques les plus connues en soutien à cette approche est le phénomène de paniers de produits vendus directement des producteurs aux consommateurs, soit la pratique dite d'Agriculture soutenue par la communauté (ASC), soutenue par Équiterre. Le nombre de marchés publics augmente aussi, tout comme les jardins communautaires, l'agriculture urbaine et des coopératives étudiantes dans les universités offrant des produits locaux.

La production peut se décliner :

- un Québec qui produit ses légumes pour l'année, à partir de petites fermes, avec l'ASC et des marchés locaux comme clientèle³. Il y a les légumes pour consommation immédiate,

³ Réf à Fortier et le livre d'Écosociété - - Fortier fournit environ 100 familles avec un hectare de cultures et trois de boisés) – À développer le sens qu'il y a ici un mélange d'économie sociale, avec l'ASC, et économie normale, avec les marchés locaux.

et donc, pendant l'été et l'automne ; il y a des légumes pour conservation permettant une consommation pendant l'hiver et le printemps. Il s'agirait d'un retour au passé, où nos ancêtres ont trouvé les moyens de se nourrir sans pétrole et dans le respect du climat. Une extrapolation de ce type de production à l'ensemble du Québec donne environ 20 000 fermes et familles de fermiers, de quoi alimenter dans un autre sens la restructuration de plusieurs villages ruraux ;

- un Québec qui produit ses fruits de la même façon, cette fois-ci pour une alimentation peut-être moins essentielle mais bien appréciée et faisant partie des mœurs depuis longtemps. On calcule plusieurs milliers d'autres fermiers dans ce secteur, surtout pour les petits fruits et pour quelques fruits de verger (pommes, prunes, abricots, poires, pêches, selon les régions);

- un Québec qui produit ses grains, pour l'alimentation humaine d'abord, mais aussi pour l'élevage en fonction du besoin d'une consommation interne. Il y a lieu de croire qu'une transition se fera vers le retour du cheval pour la culture, mais les grains perennes s'en viennent aussi. Comme pour les « grandes cultures », la transformation comporte la nécessité de réduire la taille des exploitations;

- un Québec qui produit, dans des petits élevages, sa viande, ses œufs et ses produits laitiers. Cela à son tour et en même temps fournit le compost nécessaire pour les autres productions, de légumes, de fruits et de grains. Encore une fois, il y a des milliers de fermes en cause. Dans ces exploitations, le remplacement du tracteur par l'effort humain est moins en cause et peut se faire plus que pour les cultures elles-mêmes en ayant recours à un approvisionnement d'énergie électrique.

À travers tout cela, on trouvera le maintien d'une production de foin, surprenamment important dans l'ensemble et occupant les terres moins propices pour les cultures. La culture des biocarburants de deuxième génération sur ce type de terres complète le portrait ; il constitue le support pour la transition à une flotte de véhicules à base de propulsion électrique, mais nécessitant pour les hybrides un supplément de tels biocarburants.

Ces productions représentent peut-être 50 000 fermes sur un quart de millions d'hectares culture et peut-être 200 000 personnes en mesure de repeupler de nombreux villages en procédant à l'essentiel, et cela dans l'esprit de l'économie sociale et solidaire. Une transformation si importante aurait d'impacts positifs. Le fait qu'il serait possible pour un plus grand nombre de vivre de l'agriculture, et ce sur des fermes à grandeur plus humaine, permettrait de maintenir la jeunesse dans les régions, car celles-ci deviennent attractives pour y gagner sa vie, de bien vivre.⁴

Ce grand nombre de producteurs, de toutes sortes, et sur des fermes n'ayant pas la taille pour s'assurer d'un ensemble de services, aboutit à la création ou au maintien d'une multitude de coopératives pour répondre à ce besoin, reconnaissant qu'il s'agit de regroupements, de taille pour la plupart régionale, desservant la population qui est alimentée par ces fermes. À leur tour,

⁴ Dans le livre *Deep Economy* mentionné plus haut, le développement de cette autre approche dans l'état d'Oregon, notamment dans la région de Portland, a permis d'inverser une tendance lourde, à savoir une augmentation significative de fermes, selon les données du recensement.

toute cette activité locale génère un besoin pour une multitude de services non reliés directement à la production alimentaire et ayant trait plus généralement à la présence d'une population stable.

Nous avons déjà des acquis dans le secteur, alors qu'une partie importante des produits agricoles québécois sont mis en marché par des coopératives. Par exemple, le lait acheté au Québec provient principalement de coopératives laitières. Pour l'instant, la majorité des producteurs regroupés en coopératives font une agriculture liée aux intrants chimiques et à base de pétrole, mais la structure de distribution existe pour les produits des nouvelles fermes.

Les programmes de soutien du gouvernement provincial sont transformés pour s'insérer dans la dynamique de la production locale et faite par de petits producteurs ; plutôt que de soutenir de grands producteurs qui produisent à déficit sur une base régulière, cela dans le contexte d'un effort de produire pour le marché national et international, les programmes soutiennent les petits producteurs, fournissant entre autres une assurance contre les aléas de la température et des ravages des insectes et des maladies.

Il y aura en parallèle à ces productions celles d'aujourd'hui, capables dans un certain nombre de cas de s'insérer encore dans des marchés internationaux sans soutien du gouvernement et, pour ce faire, maintenir un recours au pétrole comme source primaire d'énergie, à un prix. Il y aura donc toujours des exportations de porcs, de bétail, d'œufs et de poulets. Par contre, le maintien de la gestion de l'offre fournit un des fondements de l'agriculture, ciblant toujours l'importance d'une production locale en des quantités qui sont fonction d'une demande locale. Les importations de produits exotiques, répandues en fonction d'un bas prix de pétrole, seront fonction d'une multitude d'aléas associés justement aux crises qui motivent à la base les changements proposés ici. Ils risqueront en bonne partie de devenir des luxes.

2 - Habitation

Des logements convenables et abordables, adaptés aux besoins des différents segments de la population, sont un autre besoin essentiel. Ils sont non seulement un besoin, mais un droit, comme l'éducation et la santé. La Charte des droits de l'ONU est sans équivoque à cet égard. Une certaine tradition existe déjà au Québec en ce qui a trait à des logements en économie sociale (coopératives ou OBNL) ou en service public (HLM). Au total, ce sont 65 000 logements publics et 23 000 sous la forme économie sociale, pour un total de 88 000)⁵. D'autre part, 141 000 autres ménages à faible revenu reçoivent une allocation logement. Ainsi, sur un total de 2,2 millions de ménages (recensement 2011), c'est une faible proportion d'environ 10 % qui profite de tels services, et on doit constater entre autres une lacune en matière de logements coopératifs pour personnes âgées.

Enfin, un grand nombre de ménages, particulièrement de jeunes familles, sont surendettés par l'achat de maisons et se trouvent à risque. Les taux hypothécaires sont très faibles dans le contexte de la crise, mais si la crise se résorbe temporairement et les taux hypothécaires augmentent, ces ménages se trouveront non seulement à la recherche de logements. Un exemple d'initiative dans le secteur face à de tels risques est le Technopôle Angus à Montréal. Il s'agit

⁵ Source site Radio-Canada

d'une entreprise d'économie sociale qui a obtenu et recyclé l'usine Angus (ancienne usine de fabrication et d'entretien de locomotives), et est devenue un lieu phare pour un grand nombre d'autres entreprises. Il a réussi la construction de plus de 800 logements pour un quartier avec des personnes à revenus modestes.

Plus globalement, le « retour à la terre » décrit dans la section sur l'alimentation aura de quoi offrir dans une telle situation, pour de nombreuses personnes dont les parents ou les grands-parents avaient quitté les régions productrices pendant les dernières décennies. De nombreuses habitations devenues excédentaires avec l'exode rural réintégreront la vie communautaire en offrant du logement. Le gouvernement et ses organisations, mais également des organisations de la société civile, auront probablement à veiller à l'utilisation des habitations en surplus dans les régions urbaines.

Une des mesures les plus prometteuses pour la création de logements à prix abordables est l'élimination de la spéculation sur le terrain lui-même. Dans les grands centres urbains du monde, le prix du terrain explique en grande partie la hausse spectaculaire du prix de l'habitation. En réponse à cette situation, des solutions existent dans différents pays. Par exemple, au Royaume-Uni, les promoteurs doivent soit réserver une quantité (5%) pour des loyers abordables, soit céder une superficie équivalente du terrain à une coopérative ou à une OBNL. Comme le terrain ne coûte rien à ces dernières, elles peuvent offrir par la suite des logements abordables.

Un exemple probant d'une telle approche est près de chez nous, dans la ville de Burlington, au Vermont. Avec le soutien de la municipalité, on a constitué une Fiducie foncière communautaire (Community Land Trust) qui s'est porté acquéreur d'importants espaces. Ainsi, c'est maintenant 2 400 logements ou maisons qui ont été construits sur ces terrains. Les propriétaires ont un droit d'usage pour 99 ans. En retour de cet avantage, lorsque les personnes vendent leurs maisons, le contrat prévoit un prix qui évite un profit excessif. Actuellement, ce modèle de propriété est présent dans la plupart des régions du pays.

Le système de taxation municipale actuelle, basée sur la propriété, ne favorise pas une telle approche de la part des municipalités, mais il faut inévitablement envisager d'aller dans cette voie. Ce n'est pas uniquement, voire surtout, une question de constructions de nouvelles résidences, mais surtout la gestion des résidences existantes qui (i) ne rapportent plus aux municipalités, (ii) ne peuvent plus être occupées par les ménages n'ayant plus les moyens de payer leur hypothèque et (iii) peuvent être transformées quant à leur statut juridique. Le maintien de logements pour les populations urbaines est aussi important qu'en région rurale, mais ce n'est pas une évidence devant les perturbations dont la venue inspire ce livre.

Il va de soi que la société québécoise doit favoriser la multiplication de logements en économie sociale, que ce soit par coopérative ou par OBNL. Les « résidences » pour personnes plus âgées sont pratiquement toutes du modèle privé. La génération des baby-boomers exigera que l'État vienne au secours d'un nombre assez important de personnes âgées n'ayant pas les moyens de se loger convenablement, mais qui sont en bonne santé et ne nécessitent pas des centres de longue durée.

La question de l'habitation soulève un ensemble de questions interreliées qui ont un aspect écologique. L'étalement urbain, les modes de transport, ainsi que les modes de construction (construire en bois ou en béton), peuvent aggraver l'empreinte écologique. Des exemples

illustrent la situation. Des centaines de milliers de maisons québécoises sont recouvertes de produits de revêtement qui proviennent du pétrole (panneaux de vinyle, bardeau d'asphalte, etc., alors que c'était en bardeaux de bois avant; on pourrait en dire autant pour l'isolation faite de styromousse ou autre dérivés du pétrole au lieu de paille ou autres produits d'origine végétale. Ceci se comprenait pendant la période transitoire où la seule considération était le prix et le prix du pétrole bas, mais passe maintenant à un retour, amélioré, à l'approche d'antan, ayant recours aux produits locaux et faits de ressources renouvelables.

Les connaissances des qualités du bois, une ressource locale et en abondance pour le domaine de la construction, arrivent pile à cet égard. Une multitude de chantiers, surtout de rénovation, mais également de construction, verront le jour pour soutenir les transformations profondes dans la société, en région rurale et en ville. L'économie sociale, quasiment totalement absente du domaine de la construction domiciliaire, permettra de jumeler les besoins sociaux avec les initiatives dans le secteur forestier.

Dans le secteur primaire, quelques producteurs de bois d'œuvre comme Boisaco à Sacré-Cœur montrent la voie. L'économie sociale prend assez facilement une place beaucoup plus importante dans le secteur. Il y a des coopératives de travailleurs, ou encore des organisations qui conçoivent et développent des projets d'habitation, offrant une alternative aux promoteurs qui achètent des terrains et y construisent des logements, le tout afin de maximiser leur investissement et cela sans participation de la société. Une bonne partie de l'expertise pour l'approche alternative existe déjà, comme dans les groupes de ressources techniques (GRT) qui gèrent les projets de construction des coopératives d'habitation.

Pour la rénovation et la construction des maisons et autres édifices d'habitation, le Québec possède tout ce qu'il faut pour réorienter une bonne partie de la construction vers l'utilisation de produits plus écologiques. Enfin, il faut développer sur une plus grande échelle d'autres aspects de l'habitation: récupération de l'eau de pluie pour les toilettes et le jardinage, aménagement des toits et des murs végétalisés pour le jardinage urbain, création de jardins communautaires à proximité, etc.

3 -Transports et mobilité

Les perspectives sont pour des économies plus locales, des circuits plus courts dans l'alimentation, des secteurs commerciaux dans les villages ruraux rétablis avec le « retour à la terre » et des banlieux de villes redynamisés avec la diminution en importance des grands centres commerciaux fondés sur les déplacements nécessitant l'auto et vendant les produits qui résultent de la globalisation à outrance de la production. Aujourd'hui, avec plusieurs entrepôts régionaux fermés à Québec, on voit comme résultat que la carotte du Lac-Saint-Jean est transportée par camion à l'entrepôt de Montréal et revient par camion au supermarché local de Saguenay; de façon analogue, le bois d'œuvre part en vrac de l'Abitibi pour y revenir en fonction des réseaux nationaux de distribution. Ceci est sans parler des grandes distances que parcourt la grande partie des produits commerciaux lorsque ceux-ci ne sont pas produits au Québec.

La localisation rétablie en prévision, voire en réponse, au pic du pétrole et au prix inabordable de ce produit fondamental pour le système globalisé donne comme résultat que l'on commencera assez rapidement à payer le réel coût de la multitude de produits commerciaux et que la quantité de produits locaux consommés augmentera en fonction de nouveaux systèmes de production et de

distribution. Le coût des produits dans un circuit local court est moins cher en termes énergétiques et environnementaux, et le coût réel intégré dans les autres produits fait que ceux-ci seront beaucoup moins présents sur les étalages.

L'automobile privée, devenue un mode de vie, est une dépense majeure pour les ménages et les particuliers qui devient de plus en plus prohibitif. Des expériences préparatoires pour les alternatives existent dans des villes et, de façon éclatée, un peu partout sur la planète. Avec la mise en valeur du local, les déplacements - la façon de gérer les besoins de mobilité - représenteront un autre mode de vie. Proposées dans la pure marginalité par le mouvement environnemental pendant des décennies marquées par un prix de pétrole bon marché, la marche, le recours au vélo, la prise de taxi et des transports collectifs deviendront courants pour une population pour laquelle l'automobile est un luxe, et donc moins présente. Pour les déplacements personnels et sur de plus longues distances, Communauto fournit une approche où les membres, les usagers, partagent l'usage d'une flotte d'automobiles à la place d'une flotte beaucoup plus grande d'automobiles personnelles peu utilisées. Cette approche devient la norme, dans les villages et petites villes des milieux ruraux et régionaux, tout comme dans les villes, qui maintiennent les transports collectifs actuels et augmentent de façon marquée ceux-ci en mettant un nouvel accent sur les services plus personnalisés et locaux, entre autres avec une flotte plus importante de taxis et de navettes. Nous en parlons dans le chapitre sur l'énergie.

Ainsi, d'importants progrès en termes de déplacements vont venir du transport collectif intraurbain et interurbain. Même pour les déplacements sur de plus longues distances, l'État se trouvera dans une situation où le maintien du réseau de routes supérieures comporte un coût presque prohibitif, comme a témoigné la reconnaissance des « déficits d'entretien » faisant suite à l'effondrement du Viaduc de la Concorde. Il y aura des péages sur ces routes, et le coût élevé pour aller dans les centres-villes va comporter des changements importants dans la routine auto-boulot-auto-dodo. L'activité économique, dans un monde où la globalisation se sera effondrée, où les travailleurs seront confrontés à des coûts très importants pour les déplacements et où les marchés se seront rapprochés des lieux de production, ciblera progressivement des noyaux d'activité favorisant le rapprochement des résidences des travailleurs de leurs lieux de travail.

Dans les grands centres urbains comme Montréal et Québec, 80% des déplacements réguliers, pour le boulot, les études et le magasinage, se réaliseront en transport en commun au lieu de l'automobile privée. L'automobile servira pour les loisirs ou des déplacements moins bien desservis par le transport en commun. Le transport des marchandises, l'approvisionnement en nourriture de la campagne vers les villes, nécessitera toujours des camions, qui feront partie d'une flotte à motorisation électrique ou hybride, mais un nouveau recours important au train pour de tels transports fera également partie du portrait. Pour les plus petites municipalités, notamment dans les régions plus éloignées, les déplacements en ville seront transformés, alors qu'il y aura de meilleurs transports en commun entre les villes. Ceux-ci se feront entre autres pour l'accès à des services collectifs qui ne se trouvent pas dans toutes les communautés, comme les cégeps et les universités.

4 - De nombreux services à caractère communautaire

- La finance

L'économie du Québec a déjà et partiellement échappé aux dérapages de la financiarisation de l'économie globale. Le fait que le Mouvement Desjardins est la principale institution financière (sa part du marché est près de 50%) a permis en partie d'éviter le dérapage des grandes banques qui a eu lieu ailleurs; c'était le cas de la quasi-totalité des autres institutions financières coopératives dans le monde. De plus, le Québec possède l'avantage d'avoir une Caisse de dépôt et de placement avec une capitalisation de plus de \$150 milliards et les fonds gérés par les fonds de travailleurs, le Fonds de solidarité des travailleurs (FTQ) et FONDACTION (CSN), qui approchent une valeur de \$9 milliards. Le domaine des assurances collectives et personnelles est largement de type économie sociale, à travers les mutuelles.

Il pourrait donc être relativement facile d'amener ce secteur vers des actions qui favorisent une économie plus solidaire et une prise en charge d'une société cherchant à passer à travers des effondrements écologiques et, fort possiblement, du système financier international. Afin de favoriser le développement de circuits courts dans l'ensemble des activités de la société et de s'assurer que les ressources, y compris financières, demeurent dans la communauté locale, les monnaies locales, ou encore des systèmes d'échange locaux (SEL), sont des outils forts utiles.⁶

Une des qualités primordiales de cet outil est qu'il s'agit essentiellement d'un moyen d'échange local, entre membres de la communauté. En se développant, cet outil construit et renforce une confiance, une solidarité et un esprit communautaire entre les membres de la communauté, qui vont au-delà de l'aspect purement économique de la vie. Pour que les gens puissent faire tout un ensemble de leurs activités comportant des échanges de biens et de services, la monnaie locale constitue un outil qui dépend complètement de la présence d'une communauté qui se connaît et qui se reconnaît.

Par ailleurs, les institutions financières qui utilisent la monnaie légale dans le pays peuvent également orienter leurs activités en faveur des besoins de la communauté. Si on retourne au vrai sens d'une coopérative financière telle une caisse d'épargne et de crédit, ou encore une mutuelle, c'est essentiellement une mise en commun des réserves en monnaie légale de la population et des services financiers à la base d'une multitude d'autres services. Il est utile, voire essentiel, d'avoir un lieu sécurisé, un intermédiaire pour les échanges, pour l'épargne et pour le crédit.

La mise en commun des avoirs de la population permet de réaliser des projets comme la construction d'une coopérative d'habitation ou la rénovation de bâtiments pouvant servir à une telle fin, un jardin collectif nécessitant des équipements et des intrants, finalement, presque n'importe quoi que les personnes et les familles seules ne peuvent réaliser.

L'aspect économie solidaire dans de tels contextes est lié à la participation et au contrôle par la communauté. Ainsi, si on imagine une large autonomie par rapport au système financier national et mondial, ce sont les membres qui décident des services dont ils ont besoin, dont les employés et les infrastructures nécessaires pour le système. C'est la communauté qui décide des intérêts sur les prêts ou sur les épargnes, ou, par exemple, des frais annuels pour le fonctionnement du système qui fournit ses services. Il n'est pas question d'autarcie : il y a une utilité sociale certaine de s'associer aux autres institutions similaires dans les autres communautés, d'une part pour mutualiser le risque, d'autre part afin d'agir au niveau régional, voire national, en fonction des besoins de l'ensemble de la population.

⁶ Déjà, on a répertorié plus de 4000 initiatives de ce genre dans le monde. Voir entre autres *The Resilience Imperative*, etc.

- Services de proximité

Des initiatives ciblant de tels besoins se répandent un peu partout au Québec et sont d'abord citoyennes; citons par exemple des coopératives et OBNL en services domestiques et les centres de la petite enfance (CPE). Étant structurés en économie sociale, c'est-à-dire caractérisés par une propriété collective, ces services montrent comment des organisations peuvent agir sans assurer un rendement sur le capital. La conscience sociale et écologique y est plus facilement intégrée. Il y a des CPE, par exemple, qui s'approvisionnent en nourriture par le biais du réseau ASC auprès de producteurs agricoles locaux, souvent biologiques. De même, des politiques d'achats responsables, entre autres auprès d'entreprises d'économie sociale, peuvent se généraliser dans un contexte de renforcement solidaire d'une communauté.

Au Québec, la quasi-totalité des centres d'hébergement sont soit publiques, fournissant des soins de longue durée pour personnes avec une grande perte d'autonomie, soit privés, pour personnes encore relativement autonomes en termes de santé et sur le plan financier. Ces derniers sont des « résidences pour personnes âgées » autonomes et s'érigent partout. Or, le potentiel est grand pour le développement de coopératives dans ce secteur d'hébergement, réduisant la dépendance de l'État dans certains cas, réduisant les coûts financiers, dans d'autres. C'est uniquement une question d'organisation et de volonté collective, le caractère d'économie sociale dans le cas des coopératives offrant une alternative à la nécessité de budgets d'État ou moyens financiers autonomes.

Dans le domaine des services aux personnes liés au vieillissement ou pour les personnes avec un handicap, il y a déjà quelques services de santé essentiels tels des repas à domicile ou l'aide domestique fournis par des organisations d'économie sociale. On peut aller plus loin en s'inspirant d'exemples d'ici et d'ailleurs, l'important étant justement de ne plus se satisfaire d'une fourniture de services qui est restée plutôt marginale dans le grand portrait de la société.⁷ Par un engagement volontaire des citoyens, diverses actions permettent d'améliorer la santé de la population, dont celle des plus vulnérables.

- Services dans les régions.

Aussi bien les coopératives de santé que les coopératives multiservices ont un impact important dans de nombreuses petites villes et villages; au moins 400 existent au Québec desservant déjà xxx milliers de personnes. De telles organisations, en amenant par exemple un médecin 3 jours par semaine dans une clinique dans une petite communauté qui n'a pas de médecin, c'est peut-être 75 km de transport qui sont requis. L'alternative verrait peut-être 60 patients se déplacer 60 km chacun, pour un total de 3600 km. De tels calculs sont faciles et pertinents, et il en va de même pour les coopératives multiservices dans un grand nombre de communautés qui assurent des services de type livraison de nourriture, maintien d'un poste d'essence ou de service postal, et même de loto (!).

⁷ Le modèle des « hans kai » du Japon est mis en place par la coopérative de santé de la MRC Beauce -Les Etchemins. <http://www.cldetchemins.qc.ca/images/documents/20130503Groupes%20Hans%20Kai.pdf>

On peut estimer que peut-être 500 communautés parmi les quelque 1300 au Québec pourraient profiter de tels services, dans un contexte où l'État est contraint sur le plan budgétaire – en partie parce que les citoyens sont contraints – et où les déplacements évités représentent de plus en plus des déplacements de moins en moins possibles, en raison des coûts du transport. Souvent, dans des communautés qui s'arrangent pour se donner de tels services d'économie sociale, les familles restent dans la communauté, plutôt que de se délocaliser vers la ville plus importante dans la région, ce qui permet de sauver l'école, les commerces locaux et d'autres composantes de communautés saines.

Nous verrons un mouvement de retour assez important de populations des villes vers les plus petites communautés régionales, en partie par la nécessité et l'intérêt d'assurer un essor de la production alimentaire locale, en partie par certaines nouvelles activités dans les régions où la forêt est dominante, en partie par la reprise en main de nombreuses communautés pour ce qui est des activités économiques de base, dont les commerces nécessaires pour une clientèle locale et qui peuvent s'installer de nouveau grâce à l'arrivée d'autres résidents. L'avenir de ces personnes n'est plus – si elle l'a jamais été – celle de la grande ville et d'une insertion dans les processus économiques associés à la globalisation. En contrepartie, leurs revenus ne sont plus ceux des rêves de la globalisation (qui dépendaient, par ailleurs, de revenus dérisoires dans les pays fournissant les produits de consommation à la base de ces processus dans les pays riches).

Le sentiment de défis ressenti par la société tout entière constitue le fondement d'un jugement que des centaines de petites communautés se trouveront peuplées de personnes prêtes à participer aux services d'économie sociale. Non seulement elles y participent pour en offrir, mais dans de nombreux cas, pour en recevoir. Des trois millions de personnes vivant au Québec en dehors des grandes villes, une bonne proportion est probablement déjà imbue d'un tel esprit, cherchant les moyens d'agir. A ces millions s'ajoutent d'autres quittant les mêmes grandes villes pour les motifs esquissés ici et dans d'autres chapitres. Nous avons devant nous un Québec où l'économie sociale est beaucoup plus importante que celle qui fournit depuis des décennies des services à une population somme toute marginale dans le grand portrait.

- Secteurs publics et parapublics

Les ministères et agences gouvernementaux, les municipalités, les hôpitaux, les écoles et les universités peuvent être des leviers majeurs pour entraîner l'économie québécoise vers une économie solidaire et écologique. Contrairement à l'acte d'achat du consommateur, en général un geste individuel, les achats et les gestes économiques de ces acteurs sont de plus grande envergure et sous la gouverne d'entités organisées et soutenues déjà par la population; ils peuvent intégrer des critères écologiques et sociaux dans leurs activités, qui ont une portée à plus ou moins grande échelle.

Dans un contexte où leur rôle n'est plus celui d'assurer aux acteurs économiques les conditions pour une insertion dans l'économie mondialisée, devant son effondrement probable, le réajustement du tir les ramène presque naturellement à des pratiques connues pendant longtemps. Le défi pour le Québec est en effet d'éviter une dépression à l'image de la Grande Dépression des années 1930. C'était à cette époque qu'a été créé le New Deal aux États-Unis. Il a pris le cataclysme de la Deuxième Guerre mondiale pour rendre permanent – à l'échelle des décennies – les initiatives du New Deal et, ensuite, de la Guerre sur la pauvreté.

Un ensemble de ressources existe aujourd'hui pour permettre une autre façon d'aborder le défi. Nous en parlons dans le chapitre sur la Caisse de dépôt et de placement, gestionnaire de décennies d'épargne des Québécois. Il y est question aussi des fonds, moins importants, des fonds des travailleurs et d'une masse de valeurs investies dans le casino de la finance internationale par les simples citoyens, directement ou par le truchement de leurs fonds de retraite, leurs REERs et autres mécanisme d'épargne.

La combinaison de ces ressources permet de croire que la perte du rendement illusoire dans les marchés financiers internationaux pourra se réorienter vers une complicité entre les citoyens et les agences gouvernementales de tous les niveaux face à un rendement faible, à la hauteur de ce qui est raisonnable de soutirer d'une planète mise à sac par des décennies d'exploitation effrénée allant bien au-delà de sa capacité à nous soutenir.

Pour toute cette question de services, l'orientation de base est d'organiser des coopératives (ou groupes d'achats) systématiquement dans chaque région (par exemple, sur le territoire des MRC et des communautés urbaines). Dans cet effort, il convient d'impliquer ce qui existe déjà, à une échelle beaucoup trop limitée pour le défi devant nous : les coopératives, les producteurs agricoles locaux, les comités de citoyens, les restaurateurs, les écoles et les hôpitaux, les municipalités, etc. Le gouvernement peut impulser cette démarche par un appui modeste de mise en commun et de construction des organisations porteuses.

5 – Production de biens manufacturés et leur distribution

Ces secteurs sont presque totalement dominés, pour la production, par des multinationales qui ont délocalisé leurs activités et s'approvisionnent dans des pays avec de faibles salaires et avec un non-respect de règles environnementales, et, pour la distribution, par les grandes chaînes et les grandes surfaces. En même temps, le pic du pétrole et la hausse du prix des principales commodités du commerce international, en raison d'une raréfaction relative face à une humanité en expansion et dont la consommation se voudrait en croissance, vont changer radicalement la donne. Tel que « préché » par les écologistes et d'autres depuis des décennies, nous entrons dans une ère où la parsimonie devient la règle, pour les sociétés qui vont réussir à passer à travers les crises.

Il y a des exemples qui montrent une autre logique économique, selon laquelle il est envisageable de produire localement des produits qui sont actuellement produits dans les pays pauvres. La Coopérative de travailleurs Mondragon au Pays basque en Espagne a 70 000 travailleurs membres qui produisent essentiellement des produits manufacturés tels que poêles et réfrigérateurs, détenant une partie significative du marché espagnol. Elle fabrique également des microprocesseurs, ce qui illustre le potentiel pour une diversité dans l'approche.

L'habillement est un secteur qui a été envahi par les sous-produits du pétrole, comme les nylons, rayons, polyesters, etc. Ces produits peu chers ont largement remplacés l'habillement à partir de laine ou des produits végétaux comme le lin et le coton. Comme nous l'avons déjà fait dans un passé assez récent, nous pouvons nous habiller par des produits non-pétroliers, et souvent renouvelables, issus du monde agricole. Dans la mesure où ces produits peuvent être fabriqués localement, on voit clairement l'intérêt de voir des entreprises d'économie sociale, surtout des coopératives, remplacer l'approvisionnement des grandes surfaces à partir des pays pauvres.

Dans presque tous les cas, nos produits manufacturés doivent redevenir des biens durables, consommant avec parcimonie dans leur production une énergie de plus en plus coûteuse et des ressources de plus en plus rares. Certains produits manufacturés, de faible complexité, pourraient facilement être produits à proximité. On peut penser au mobilier, comme des tables et des chaises, des lits, etc.

D'autres produits plus complexes nécessitent des capitaux considérables, mais dans le contexte décrit par ce livre, il y a des capitaux disponibles ici (voir la section *finance* plus haut, et le chapitre 11). Le défi vient surtout de l'organisation d'une capacité pour orienter ces capitaux vers les besoins essentiels de la population.

Finalement, même si nous développons des économies locales relativement auto-suffisantes, il y aura toujours nécessité et intérêt de faire du commerce avec d'autres peuples. La situation planétaire que nous considérons probable fera que le cadre pour de tels échanges établi par la globalisation ne sera plus en vigueur. Dans un nouveau contexte, nous proposons que ces échanges, comme par exemple l'achat du café que nous ne pouvons produire au Québec, doivent être solidaires, comme ceux qui existent dans le Québec que nous décrivons. Il faut négocier et payer le juste prix. Ce qui signifie à terme, payer aux paysans du sud les mêmes rémunérations que nous payerons aux paysans d'ici.

Ultimement, cela souligne un trait sur lequel nous n'avons pas mis beaucoup d'accent : non seulement la population du Québec de l'avenir assez proche devra se concilier à des changements importants dans son mode de vie ; elle doit également se concilier avec une réduction de sa consommation de produits venant de l'extérieur, en reconnaissant l'injustice des inégalités entre les peuples aujourd'hui qui soutenaient notre mode de vie.

Conclusion

Nous proposons que les citoyens seront devant la nécessité de choisir les orientations et les approches à la vie communautaire que nous décrivons ou se soumettre à des situations d'effondrements qui n'offriront aucun intérêt pour la poursuite d'un effort de maintenir le mode de vie que nous connaissons depuis des décennies. L'effondrement écologique nous place devant un problème humain. C'est une question de volonté des citoyens, qui peuvent s'organiser pour que la société soit autre, en exigeant que les pouvoirs publics jouent leur rôle d'accompagnateur et de régulateur.

Une société québécoise est possible à court terme dans les termes suivants:

- des collectivités locales durables, dont l'essentiel de la nourriture est produite et consommée localement, principalement sous le mode d'agriculture biologique ;
- des logements construits et rénovés avec matériels locaux et régionaux, en limitant sévèrement le recours à des produits dérivés du pétrole ;
- des villes et villages pensés pour la vie dans les quartiers et non pas pour le transport;
- une activité manufacturière plus locale et régionale ;

- un tissu social d'entraide et de solidarité, notamment par le biais d'activités collectives organisées comme des services de proximité pour répondre à divers besoins dans la population.

Si nous examinons l'ensemble de la vie économique, nous constatons qu'il est possible de vivre autrement, avec moins. Les dépenses d'alimentation, d'habitation, de transport et d'habillement constituent plus de 50% des dépenses des ménages. Les possibilités réelles pour un changement d'approche radicale dans l'ensemble de ses secteurs semblent évidentes en suivant une approche d'économie sociale telle qu'esquissée dans ce chapitre, et ailleurs dans ce livre.

Changer d'échelle dans l'ÉSS dans ton Annexe, à la fin du texte du 27 juillet - C'est tout le point du chapitre que de refuser de rester au niveau atteint par le Chantier, que j'appelle marginal.